



Une ville sous



À la différence du Caire et de Tunis, les manifestants antirégime n'ont pas encore occupé les grandes places de Damas. Si le président Bachar al-Assad nie toute contagion du « printemps arabe » à la Syrie, les chars ont été envoyés dès avril 2011 dans la périphérie de la capitale. En janvier et février 2012, des quartiers intra-muros connaissent également des rassemblements. Le régime a réussi à conserver le centre de la ville et a empêché un embrasement général. Un tel scénario lui serait fatal, car Damas est la clé de voûte du système politique construit par Hafez al-Assad (1970-2000), un cas d'école pour analyser les relations entre l'espace urbain et le pouvoir.



le contrôle du Baas

Damas, capitale de la Syrie

Damas est l'une des plus anciennes villes de l'humanité continuellement habitée. Fondée au IV^e millénaire avant Jésus-Christ au pied de la vaste Ghouta, oasis formée par une rivière endoréique et alimentée par le fleuve Barada au pied de l'Anti-Liban, elle fut la capitale d'un petit royaume araméen en marge des grands empires

égyptien, hittite, mésopotamien et perse qui dominaient alors le Moyen-Orient. Conquis par Alexandre le Grand (336-323 av. J.-C.) en 333 av. J.-C., l'actuel centre politique syrien passa, à la mort du conquérant dix ans plus tard, sous le contrôle des Séleucides. Leur empire (305-64 av. J.-C.) fut la seule et éphémère construction politique qui s'imposa en Syrie dans l'Antiquité. Damas n'était

qu'une ville secondaire ; sa position changea radicalement avec la conquête arabe en 635 puisqu'elle devint la capitale des Omeyyades (651-750). Le calife Al-Walid I^{er} (705-715) fit construire la grande mosquée, magnifiquement conservée depuis treize siècles, haut lieu de pèlerinage pour les sunnites comme pour les chiïtes. La ville perdit de son importance avec le transfert de la capitale du califat à Bagdad en 750 avec l'avènement des Abbassides (750-1258). Mais l'Empire n'est plus aussi uni que par le passé. Les émirs ont pris leur distance par rapport au calife et il ne va pas tarder à se fragmenter.

Aux yeux de l'histoire arabe, Damas est donc assimilée à l'âge d'or de la civilisation arabo-musulmane, considérée comme le symbole de l'unité. Le régime baasiste de Hafez al-Assad s'en sert pour s'assurer une légitimité intérieure et extérieure (1). Au XI^e siècle, le déclin de l'autorité califale et la fragmentation territoriale du Proche-Orient facilitent l'installation des croisés en Palestine et sur le littoral syro-libanais avec la première croisade (1095-1099). Ils tentent de prendre Damas en 1148, sans succès. La ville devient la capitale de la reconquête musulmane avec le dirigeant ayyoubide Saladin (1169-1193). En 1187, après la bataille victorieuse de Hattin, il s'empare de Jérusalem, tombée aux mains des croisés en 1099. Aujourd'hui encore, Damas et Saladin sont indissociables : la statue de l'émir trône devant la citadelle et les pèlerins vont se recueillir sur sa tombe, érigée à proximité de la grande mosquée. Hafez al-Assad a tenté d'apparaître comme le successeur de Saladin : celui qui allait de nouveau libérer la Palestine. La guerre israélo-arabe de 1973, fêtée comme une victoire en Syrie puisque son armée a pu avancer de quelques kilomètres dans le Golan occupé, fut l'occasion pour le « Lion de Damas » de construire ce mythe. Il s'est cependant affaibli pour devenir une caricature : « Lion au Liban et Lapin sur le Golan », entendait-on.

En 1516, avec la conquête ottomane, le « Bilad ach-Cham », vaste région désertique qui englobait les actuels Liban, Syrie, Jordanie et Palestine, était une simple province de l'Empire dirigée depuis Istanbul. Cette perte d'indépendance politique pour quatre siècles s'est



néanmoins accompagnée d'un retour de la sécurité, propice au développement du commerce et de la ville. Damas est un carrefour majeur sur les routes est-ouest entre la Mésopotamie et la Méditerranée et nord-sud entre l'Anatolie, l'Égypte et l'Arabie. Les *khans* (palais) construits à cette époque témoignent de l'importance du commerce caravanier pour la ville, qui est cependant dépassée par Alep. La troisième ville de l'Empire ottoman, derrière Istanbul et Le Caire, est une « échelle du Levant » (2) en raison de la présence de nombreuses communautés de marchands étrangers avec leurs consuls, ce qui n'est pas le cas de Damas, plus fermée aux Européens (cf. carte ci-dessous). Les chrétiens et les juifs sont les correspondants des commerçants européens basés à Beyrouth, Saïda et Alep. La prospérité économique de ces deux groupes au XIX^e siècle, avec l'intensification des relations avec l'Europe, provoqua la frustration des musulmans, qui conduisit aux massacres des chrétiens en 1860 (entre 4 000 et 6 000 victimes). Cet épisode tourmenté a laissé des traces dans la communauté chrétienne et contribue à expliquer son soutien actuel au régime de Bachar al-Assad. Au milieu du XIX^e siècle, les pentes du mont Qassioum s'urbanisent : Muhajerin, le quartier des « étrangers », est fondé par des réfugiés musulmans chassés par

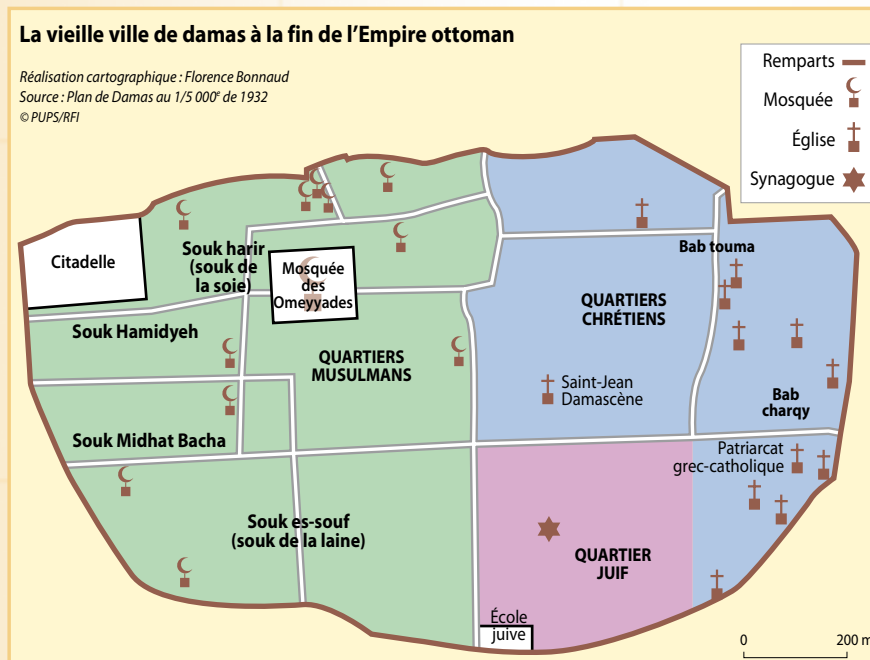


l'avancée des Russes dans le Caucase et l'indépendance des provinces balkaniques de l'Empire ottoman. À l'origine, Muhajerin est séparé de la ville par des jardins, car les Damascènes se méfient de ces nouveaux venus. Nous avons ici une parfaite illustration du concept de distance en tant que choix imposé et non résultat d'une éventuelle contrainte physique qui, à Damas, n'existait pas.

Les différentes modernités urbaines

Àu début du XX^e siècle, le développement linéaire de l'axe de Sahelyeh finira par construire une continuité urbaine entre Muhajerin et Damas. L'urbanisme moderne apparaît avec les *Tanzimat* (réformes ottomanes), dans la deuxième moitié du XIX^e, avec le quartier de Merjeh, où trônent les nouvelles administrations sorties de l'enceinte de la citadelle. La puissance mandataire reprendra ces bâtiments pour y installer les ministères de l'État de Syrie. L'urbanisation comble l'espace agricole entre Damas et le mont Qassioum : les rives du Barada accueillent l'université syrienne et divers édifices publics reconnaissables encore aujourd'hui à leurs toits en tuiles rouges. Le quartier d'Abou Roumaneh sort de terre dans les années 1950 (3), de part et d'autre d'une avenue bordée de palmiers apparaît une cité jardin composée d'immeubles de deux étages entourés de verdure et dessinée par l'urbaniste français Michel Écochard. Les pentes du Qassioum abandonnées aux réfugiés durant le XIX^e siècle deviennent

La grande mosquée des Omeyyades est considérée comme un Lieu saint de l'islam, mais est surtout une attraction touristique pour les autorités.
© Shutterstock/Attila Jandi



des endroits prisés pour leur vue dégagée et la brise durant l'été : Malkyeh est toujours aujourd'hui le quartier le plus cher de Damas.

Avec l'arrivée au pouvoir d'Hafez al-Assad en 1970, qui marque un début de stabilité politique en Syrie, de grands travaux d'urbanisme sont lancés dans la continuité du plan Écochard de 1936. Il s'agit de donner l'image d'une capitale moderne, d'un pays engagé dans la voie du progrès. De vastes bâtiments publics sont érigés avec l'aide technique des États socialistes pour souligner la puissance de l'État : la bibliothèque Al-Assad, le stade Teechrin, le campus universitaire de Mezzeh, différents ministères, tous plus massifs les uns que les autres, celui de l'armée étant le plus imposant, sans oublier le palais présidentiel. Le coût de ce dernier, qui domine la ville, est estimé à 2 milliards de dollars en 1980 ; c'est-à-dire une année d'aide extérieure à la Syrie.

Pourtant, Hafez al-Assad résidait dans une villa sur les pentes du Qassioum. Il ne faisait que recevoir ses hôtes au « palais du peuple ». L'intention était de marquer Damas de son empreinte, d'être vu de toute la ville et de donner une impression de puissance indestructible : « *Assad ila al-abad* » (« Assad éternellement »), disait-on.

Les nouveaux quartiers sont d'inspiration socialiste : de grands immeubles avec chauffage collectif et un centre commercial par bloc. Ils sont destinés à accueillir les cadres de la bureaucratie et de l'armée venus de province, et particulièrement de la région alaouite (nord-ouest du pays), le fief du clan Al-Assad. Les fonctionnaires et les militaires de rang inférieur sont logés en périphérie, dans des cités et des

La carte de l'extension urbaine de Damas montre une agglomération en forme de pieuvre, enserrant dans ses tentacules ce qui reste des jardins de la Ghouta.

camps militaires placés sur les principaux axes routiers ; ainsi peuvent-ils isoler la capitale en cas d'insurrection.

Les quartiers informels commencent à se développer sur les terres agricoles de la Ghouta. Pour préserver les zones cultivables, le projet d'une ville nouvelle (Machrou Doumar) sur les plateaux de l'Anti-Liban est lancé au début de la

décennie 1980. Il connaît des retards de construction et a du mal à attirer des habitants en raison des problèmes de transport, avant de devenir dans les années 2000 l'un des quartiers les plus prisés de la capitale pour son urbanisme aéré et sa fraîcheur en été. Mais cela ne fut rendu possible que par la généralisation de la voiture individuelle.

Avec l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad, en juin 2000, Damas s'ouvre aux investissements immobiliers étrangers. Des concessions sont données au centre-ville et dans les périphéries à des entreprises de construction du Golfe : la Huitième porte, sur la route de l'aéroport, la Ville de la paix au pied de l'Hermon – des projets de plusieurs milliards de dollars inachevés ou abandonnés avant même le début des travaux en raison de la crise politique en Syrie, mais aussi de sempiternels problèmes bureaucratiques. Le seul programme d'envergure, l'hôtel Four Seasons, est construit par le prince milliardaire saoudien Al-Walid ben Talal al-Saoud au centre de la capitale. Il écrase les autres constructions par sa taille et devient un symbole du nouveau Damas.

Le régime se focalise sur ces projets immobiliers de prestige, mais il oublie les quartiers informels qui s'étendent comme une tache d'huile. Ils recouvrent aujourd'hui près de la moitié de la surface urbanisée et abritent un tiers de la population de l'agglomération (4).

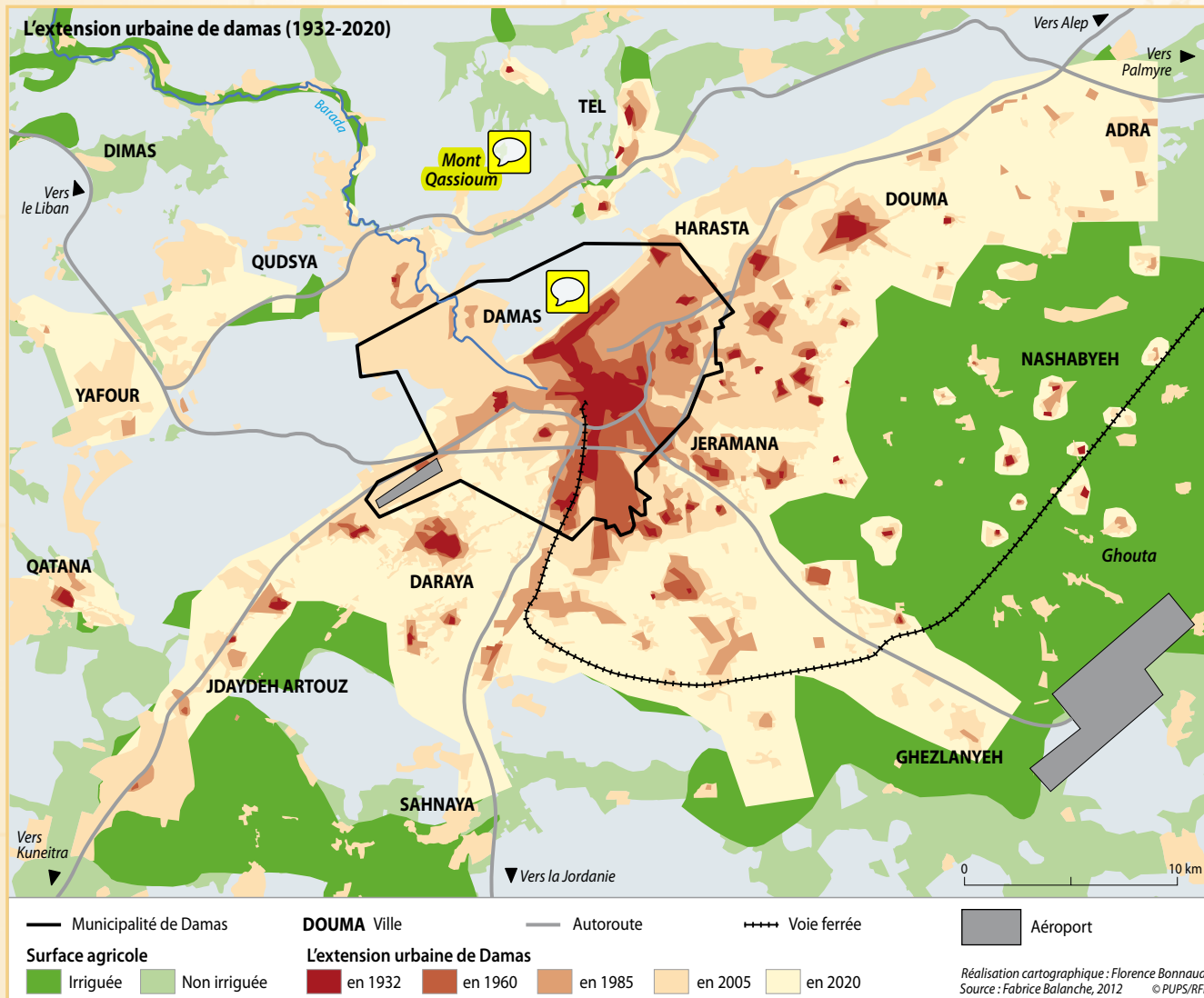
Damas la tentaculaire

La carte de l'extension urbaine de Damas montre une agglomération en forme de pieuvre, enserrant dans ses tentacules ce qui reste des jardins de la Ghouta (cf. carte page ci-contre). Au rythme actuel du développement urbain, l'oasis aura complètement disparu vers 2030. Malgré les plans directeurs, qui favorisent l'extension au-delà du mont Qassioum, pour préserver les terres agricoles, l'urbanisation s'est essentiellement produite dans la Ghouta, où elle était interdite. L'exceptionnelle croissance démographique de la Syrie est la première cause de développement anarchique

Ruelle commerçante dans la vieille ville de Damas.

© Shutterstock/
Styve Reineck





puisque la population de la ville a doublé tous les quinze ans depuis l'indépendance en 1946. La croissance décélère depuis le début des années 2000. Le grand Damas comptait officiellement en 2004, lors du dernier recensement (5), 3,8 millions d'habitants, auxquels il faut ajouter les centaines de milliers de réfugiés irakiens arrivés entre 2003 et 2005, non recensés dans les statistiques officielles (6). Ainsi, en 2012, l'agglomération de la capitale syrienne compterait 5 millions d'habitants avec les Irakiens.

La seconde raison pour laquelle la ville déborde sans ménagement sur les jardins de la Ghouta est que l'habitat informel constitue un amortisseur social. Le régime Al-Assad n'a plus les moyens de subventionner le logement comme au temps du baasisme triomphant grâce aux transferts

des pétromonarchies du Golfe (7). Par conséquent, il n'a d'autre choix que de distribuer des « tolérances » administratives. La bureaucratie locale ne demande pas mieux que de pousser les gens à l'illégalité puisqu'elle peut prélever des pots-de-vin pour sa mansuétude. Quant au régime, il maintient ainsi une épée de Damoclès au-dessus de la population de ces quartiers. La régularisation de l'habitat, les branchements électriques, le réseau d'égout... sont l'occasion de gagner l'allégeance des habitants, dans la pure tradition du clientélisme politique syrien. Cependant, les conditions de vie restent précaires, l'accès à l'eau étant notamment un problème majeur. Lorsque le réseau public existe, il n'est guère alimenté que quelques heures par semaine. Les habitants se font livrer

par camion-citerne ou ont recours à des puits, mais la nappe phréatique diminue rapidement, son eau étant polluée et saumâtre. Le régime annonce de façon récurrente que les difficultés d'alimentation prendront fin avec la construction d'une conduite qui apportera à Damas l'eau de l'Euphrate ou de la côte. Le débat n'est toujours pas tranché et les travaux ne sont toujours pas commencés, car la Syrie espérait, avant que le pays ne subisse les effets du « printemps arabe », des prêts et des dons internationaux. De toute façon, cela ne résoudre durablement le problème en eau de la capitale. Il faudrait avant tout réduire les pertes dans le réseau, efficient à moins de 50 %, augmenter le prix pour diminuer le gaspillage et surtout obtenir le règlement des factures (8).

L'agglomération de Damas à la dérive

L a gouvernance de l'agglomération de la capitale est problématique. Dès son arrivée au pouvoir, Hafez al-Assad a divisé la province de Damas en deux nouvelles provinces : Damas-ville et Damas-campagne. La première correspond à la municipalité et la seconde à ce qui était à l'époque sa campagne, y compris la Ghouta (9). Mais aujourd'hui, l'extension de la métropole, des villes et des villages de sa périphérie est telle que cette division n'a plus aucun sens. Il faudrait réunir les deux provinces et créer une Autorité du Grand Damas, comme c'est le cas à Amman, qui puisse réunir toutes les municipalités et administrations de l'agglomération.

Actuellement, chaque opération d'urbanisme d'envergure achoppe sur la rivalité entre les autorités des deux provinces et des différentes municipalités. Le problème n'est souvent débloqué que par une intervention de la présidence lorsqu'elle est sollicitée ou y trouve un intérêt. Pourquoi Bachar al-Assad, chef d'un État centralisé et qui ne s'embarrasse guère des assemblées élues ou nommées, n'a-t-il jamais tenté de créer un véritable conseil d'agglomération ? Dans les grandes villes de province, l'extension du plan

directeur va de pair avec l'annexion des municipalités périphériques pour donner une unité d'action aux autorités. Il semble que l'imbroglio administratif qui génère autant de problèmes urbains soit le résultat de la stratégie assadienne de diviser pour régner. En 1970, Hafez al-Assad a créé un contre-pouvoir aux citoyens de Damas en produisant une administration concurrente investie par la petite bourgeoisie rurale de la campagne de la capitale, fidèle au parti Baas. Tant que les rapports de pouvoir l'empoteront sur l'efficacité en matière d'aménagement urbain, il est peu probable que la gestion de l'agglomération de Damas s'améliore.

Un cloisonnement territorial à l'image de la Syrie

C omme toutes les capitales, Damas est une ville où les écarts de revenus génèrent une forte différenciation socio-spatiale. Certes, les quartiers pauvres sont moins misérables que ceux du Caire et la bourgeoisie syrienne ne manifeste pas sa richesse de façon aussi ostentatoire qu'au Liban. Néanmoins, le luxe s'affiche davantage depuis l'ouverture économique de 1991 (10), tandis

que l'État providence a progressivement disparu. Cette situation crée une grande frustration dans la population syrienne, en particulier dans les quartiers périphériques de Damas où la pauvreté est plus difficile à accepter que dans les campagnes reculées. Les associations caritatives se sont multipliées ces dernières années pour pallier les carences des autorités. Elles répondent à des besoins sociaux, mais participent aussi à la clientélisation de la population au profit de commerçants et notables religieux. Le régime a fini par comprendre ce danger et il a interdit, en 2008, aux religieux d'appartenir aux conseils d'administration de ces associations (11).

Cependant, il est intervenu trop tard et n'ayant ni les moyens ni la volonté de réinvestir ces quartiers avec des institutions publiques, il a laissé le champ libre à la structuration de mouvements d'oppositions sur le terrain, certes localisés et non coordonnés à l'échelle nationale, mais qui sont le substrat aujourd'hui des Comités de coordinations locaux organisant la contestation. Dans la banlieue de Damas, ils sont puissants dans les zones sunnites, dont la population possède un fort ancrage territorial, beaucoup moins dans les parties peuplées par des nouveaux venus. Ainsi Douma et Daraya, connues pour leur rigorisme et leur fermeture à l'égard des étrangers, même s'ils sont sunnites, sont-elles devenues des villes très hostiles au régime.

Les banlieues alaouites, druzes et chrétiennes n'ont connu pratiquement aucune manifestation anti-Assad, mais plutôt pro-Assad. La situation économique est pourtant comparable à celle des banlieues sunnites, à la différence près que leurs populations sont mieux intégrées dans les réseaux du pouvoir. Par conséquent, elles trouvent plus facilement du travail dans le secteur public et dans l'armée. Les villages druzo-chrétiens de la Ghouta – Jdaydeh Artouz, Jeramana et Sahnaya – ont servi de tête de pont vers la capitale pour les migrants de l'intérieur (druzes, chrétiens, ismaéliens et alaouites). Ces derniers partagent le même style de vie et n'auraient nullement pu s'installer dans des communes de banlieue comme Douma ou Daraya. Une ville comme Jeramana, à l'identité



Des manifestants montrent leur soutien au président Bachar al-Assad, le 12 février 2012 à Damas.

© Xinhua/Hazim

druze très marquée, attire également tous ceux qui veulent échapper au rigorisme musulman. Les trois anciens villages druzo-chrétiens dépassent aujourd'hui les 100 000 habitants ; ils ont connu une explosion de la construction à partir de 2003 avec l'arrivée des réfugiés irakiens, notamment chrétiens. Les Irakiens, comme les Syriens, se sont en effet établis dans différents endroits de l'agglomération damascène, en fonction de leurs moyens financiers, de leurs styles de vie et de leur confession : Sit Zeinab, lieu de pèlerinage chiïte, est ainsi devenue la nouvelle banlieue chiïte irakienne de Damas.

« Qui tient Damas tient la Syrie »

La capitale est à l'image de la Syrie : mosaïque communautaire et sociale, organisée selon un plan sécuritaire précis qui s'impose au projet urbain. La ville *intra-muros* est ceinturée par un large boulevard périphérique et quadrillée par de vastes avenues qui créent des ruptures dans l'espace citadin. Il ne s'agissait pas de faciliter la circulation automobile car, lorsque ce plan fut établi dans les années 1970-1980, les Syriens étaient très peu motorisés et les aménageurs n'avaient nullement anticipé la généralisation de la voiture individuelle. En fait, il s'agit d'un urbanisme sécuritaire classique, optimisé pour la circulation des véhicules blindés et pensé pour dissuader toute manifestation d'envergure. La vieille ville de



Damas a été victime de cette stratégie à la fin des années 1970 puisqu'une partie des vieux souks ont été rasés pour faire place à un nouveau quartier commerçant avec des rues larges qui se coupent à angle droit. L'erreur du régime est d'avoir laissé proliférer les banlieues informelles sans organisation. Il a ainsi permis la reconstitution de médinas en périphéries difficiles à contrôler et par conséquent propices aux manifestations. Damas est ceinturée par des camps militaires, occupés en majorité par des alaouites, qui contrôlent les principaux axes vers l'extérieur, prêts à intervenir en cas de révolte, comme c'est le cas actuellement. Elle est également surveillée par une armée d'informateurs, qui sont

autant de mailles de ce filet tenu lancé sur la ville. Délateurs dans l'âme, partisans du système ou opportunistes, ils bénéficient des tolérances du pouvoir pour leurs commerces sans licence, le dernier étage construit en toute illégalité, l'occupation de l'espace public, etc. Dans les premiers mois de la révolte, en marche depuis mars 2011, le régime a ainsi laissé les constructions illégales se développer, pensant réduire le mécontentement. Mais comment espérer résoudre les problèmes majeurs de l'agglomération, qui s'accumulent depuis des décennies, en n'apportant qu'une réponse sécuritaire et à court terme ?

FABRICE BALANCHE

Des soldats observent la ville depuis le pont qu'ils contrôlent, en novembre 2011.
© Xinhua/Yin Bogu

(1) Anne-Marie Bianquis, *Damas : miroir brisé d'un Orient arabe*, Autrement, 1993.

(2) Après le traité dit des Capitulations entre la France et l'Empire ottoman de 1536, le sultan a abandonné certaines prérogatives juridiques au profit de commerçants français dans certaines villes du Maghreb et du Machrek, alors appelées « échelles du Levant ».

(3) Le plan d'urbanisme de Damas, établi par Michel Écochard en 1936, fut adopté par la municipalité en 1937 et appliqué dans son intégralité dans les années 1950 et 1960. Frank Fries, « Les plans d'Alep et de Damas, un banc d'essai pour l'urbanisme des frères Danger (1931-1937) », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 73-74, 1994.

(4) Fabrice Balanche, « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'État », in *Revue géographique de l'Est*, volume 49/4, 2009.

(5) Bureau central des statistiques, *Recensement général de population*, Damas, 2004.

(6) Cyril Roussel, « Jeramana, voisine de Damas : le devenir d'une ville réceptacle de réfugiés irakiens », in *Revue géographique de l'Est*, volume 49/4, 2009.

(7) Après la guerre israélo-arabe de 1973 et jusqu'au contre-choc pétrolier des années 1980, la Syrie a reçu une aide des pétromonarchies du Golfe qui représentait jusqu'à 35% de son PIB.

(8) Fabrice Balanche, « La pénurie d'eau en Syrie : compromis géopolitiques et tensions internes », in *Maghreb-Machrek*, n° 196, été 2008.

(9) Fabrice Balanche, « Les municipalités dans la Syrie baathiste », in *Revue Tiers Monde*, n° 193, janvier-mars 2008.

(10) La loi n° 10 de mai 1991 constitue le début de l'Infitah (ouverture économique). Elle clôt un cycle d'économie dirigiste d'inspiration socialiste qui a débuté avec la prise du pouvoir par le parti Baas en 1963.

(11) Laura Ruiz de Elvira, « L'État syrien à l'épreuve des organisations non gouvernementales depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad », in *Maghreb-Machrek*, n° 203, printemps 2010.